

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 17 décembre 2014

Objet n° 12 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Jean-Pierre Van Gorp, Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Yvan de Beaufort, Mmes Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe de remboursement du coût des travaux effectués par la commune en matière d'établissement, de reconstruction ou d'entretien des trottoirs, bordures de trottoirs et filets d'eau - Exercices 2015 à 2019 - Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 10 et 2 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu sa délibération du 28 octobre 2009 votant le renouvellement du règlement relatif à la taxe communale directe de remboursement du coût des travaux effectués par la commune en matière d'établissement, de reconstruction ou d'entretien des trottoirs, bordures de trottoirs et filets d'eau pour les exercices 2010 à 2014;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2014 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2019 est redevable du coût des travaux exécutés, tout propriétaire ou autre détenteur à titre réel d'un bien immobilier devant lequel la Commune aura fait construire, compléter, relever ou réparer le trottoir, établir ou réparer la bordure de trottoir, réparer le filet d'eau, conformément au règlement communal du 31 janvier 1890, modifié les 3 novembre 1904, 17 décembre 1907, 15 juin 1910, 24 janvier 1963 et 16 septembre 1971.

Néanmoins le calcul des frais relatifs au trottoir proprement dit ne porte au maximum que sur une largeur de trottoir de :

5 mètres dans les rues larges de 25 mètres et plus ;

4 mètres dans les rues larges de 20 à moins de 25 mètres ;

3 mètres dans les rues larges de 15 à moins de 20 mètres ;

2,5 mètres dans les rues larges de 10 à moins de 15 mètres ;

2 mètres dans les rues larges de moins de 10 mètres.

Il n'est pas tenu compte, au surplus, du coût des travaux éventuels d'élargissement ou de rétrécissement du trottoir, ou de modification de son niveau.

Article 2

Le calcul des frais est établi suivant le prix de la dernière adjudication des ouvrages correspondants, faite avant l'exécution des travaux, ou les prix du jour s'il s'agit de travaux non prévus dans les adjudications ou effectués en régie par l'Administration communale, ceci, indépendamment des frais de gestion de dossier à percevoir en application du règlement redevance sur la délivrance de documents administratifs.

Article 3

Le coût des travaux, déterminé selon les prescriptions des articles 1er et 2 du présent règlement est remboursable par cinquièmes sous forme de cotisations à une taxe directe à annuités constantes, le

premier exercice d'imposition étant celui de l'année de réception desdits travaux.

Néanmoins le redevable pourra, dans les deux mois à compter depuis l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, demander au Collège des Bourgmestre et Echevins la notification de la somme totale due en capital, ou, éventuellement, du solde de cette somme. Le paiement de la somme notifiée entraînera dégrèvement de la cotisation annuelle réclamée et la radiation du redevable à la matrice des rôles. Il devra intervenir dans la quinzaine suivant la notification.

Dans le cadre du renouvellement complet d'un trottoir par l'autorité publique ou pour des raisons d'aménagement d'espace public, la Commune exonère de la présente taxe les propriétaires des immeubles attenants au trottoir.

Au cas où la Commune effectue un renouvellement complet de la voirie, le propriétaire qui aurait refait son trottoir dans un délai inférieur à 5 ans avant le renouvellement complet sera exonéré au prorata du nombre d'années restant à payer, y compris l'année au cours de laquelle les travaux ont été effectués par la commune.

Article 4

La taxe est due à raison du droit de propriété ou de tout autre droit réel détenu sur le bien immeuble attenant au trottoir faisant l'objet des travaux visés à l'article 1er.

Elle est exigible des propriétaires des terrains ou bâtiments, des possesseurs, emphytéotes, superficiaires ou usufruitiers, des bénéficiaires de baux de plus de neuf ans ou tout autre titre analogue et, dans les limites déterminées par l'article 635 du Code civil, des titulaires de droits d'usage et d'habitation.

En cas de mutation du droit de propriété ou autre droit réel sur le bien-fonds avant la réclamation ou le paiement de la taxe dont il est passible, les tiers acquéreurs ou détenteurs pourront être considérés subsidiairement comme directement redevables et personnellement obligés de l'acquitter, de la même manière que les redevables originaires, sauf recours contre ceux-ci, s'il y a lieu.

Article 5

Le redevable ou son mandataire pourra obtenir, au Département de l'Infrastructure – Service Voirie - de l'Administration communale, communication de l'état détaillé justifiant le montant des cotisations.

Article 6

La présente taxe est perçue par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 7

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les revenus de 1992.

Article 8.

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 10

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 pour un terme expirant le 31 décembre 2019.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2014.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 17 december 2014

Voorwerp nr 12 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Yvan de Beauafort, Mevr. Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Directe verhaalbelasting van de kostprijs van de door de gemeente uitgevoerde werken voor het aanleggen, het wederaanleggen of het onderhoud van trottoirs, trottoirbanden, straatgoten - Dienstjaren 2015 tot 2019 - Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 10 en 2 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op zijn raadsbesluit van 28 oktober 2009, welke de hernieuwing van het reglement betreffende de directe verhaalbelasting van de kostprijs van de door de gemeente uitgevoerde werken voor het aanleggen, het wederaanleggen of het onderhoud van trottoirs, trottoirbanden, straatgoten goedkeurt voor de dienstjaren 2010 tot 2014;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 december 2014;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de periode van 1 januari 2015 tot 31 december 2019, is de kostprijs van de uitgevoerde werken, verschuldigd door iedere eigenaar of andere zakelijke bezitter van een onroerend goed waarvoor de gemeente het trottoir zal aangelegd, voltooid, verhoogd of hersteld, de trottoirband zal gelegd of hersteld, de straatgoot zal hersteld hebben, overeenkomstig de gemeentelijke verordening van 31 januari 1890, gewijzigd op 3 november 1904, 17 december 1907, 15 juni 1910, 24 januari 1963 en 16 september 1971;

De berekening van de kosten betreffende het trottoir zelf, zal echter slechts gebeuren op een trottoirbreedte van:

5 meter in de straten die 25 meter breed zijn of breder;

4 meter in de straten met een breedte van 20 tot minder dan 25 meter;

3 meter in de straten met een breedte van 15 tot minder dan 20 meter;

2,5 meter in de straten met een breedte van 10 meter tot minder dan 15 meter;

2 meter in de straten met minder dan 10 meter breedte.

Er wordt bovendien ook geen rekening gehouden met de kostprijs van de eventuele werken van verbreding of versmalling van het trottoir of van wijziging van het niveau.

Artikel 2

De kostenberekening wordt opgemaakt volgens de prijs van de laatste aanbesteding van de overeenstemmende werken, uitgevoerd vóór de uitvoering van de werken of volgens de prijzen van de dag indien het werken betreft die niet voorzien zijn in de aanbestedingen of die in eigen beheer door het gemeentebestuur uitgevoerd worden afgezien, van de nog afzonderlijk te innen beheerskosten in uitvoering van het retributiereglement op de afgifte van administratieve stukken.

Artikel 3

De kostprijs van de werken, vastgesteld volgens de voorschriften van de artikels 1 en 2 van dit reglement, is terugbetaalbaar per vijfden onder de vorm van bijdragen in een directe belasting met vaste annuïteiten; het eerste dienstjaar van belasting is het jaar van oplevering van bedoelde werken. De belastingschuldige zal nochtans, binnen de twee maanden na de aflevering van het belastingbiljet, aan het College van Burgemeester en Schepenen de betekening mogen vragen van het volledig verschuldigd bedrag in kapitaal, of, eventueel, van het saldo van dit bedrag. De betaling van het betekende bedrag zal de ontlasting van de jaarlijkse ingevorderde bijdrage tot gevolg hebben en de schrapping van de belastingschuldige uit de legger van de kohieren. De betaling moet binnen de 15 dagen na de betekening gedaan worden.

In het kader van een volledige vernieuwing van het voetpad door de overheid of om reden van herinrichting van de openbare ruimte, worden de eigenaars van de woningen grenzend aan het voetpad vrijgesteld van deze belasting.

In het geval dat de gemeente een volledige vernieuwing van het wegennet uitvoert, zal de eigenaar die zijn voetpad heeft heraangelegd binnen een periode van 5 jaar voorafgaand de volledige vernieuwing worden vrijgesteld pro rata het resterende aantal jaren te betalen, met inbegrip van het jaar waarin de werken werden uitgevoerd door de gemeente.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd ten aanzien van de eigendom of andere zakelijke rechten op het onroerend goed grenzend aan het voetpad waaraan de werken worden uitgevoerd welke bepaald zijn in artikel 1. Zij is eisbaar van de eigenaar van de gronden of gebouwen, van de erfpachters, opstalhouders of vruchtgebruikers, van houders van huurovereenkomsten van meer dan 9 jaar of van om het even welke gelijkwaardige titel, en, binnen de perken bepaald bij artikel 635 van het Burgerlijk Wetboek, van de rechthebbenden van gebruik en van bewoning.

In geval van overdracht van eigendom of ander zakelijk recht op het onroerend goed voor de bezwaarindiening of de betaling van de belasting, zullen de kopers of navolgende houders kunnen worden beschouwd als rechtstreeks belastingschuldig en persoonlijk verplicht deze te betalen, op dezelfde manier als de oorspronkelijke eigenaars, behoudens verhaal op deze laatste, als daartoe aanleiding bestaat.

Artikel 5

De belastingplichtige of zijn gevolmachtigde kan bij de Departement Infrastructuur - Wegendienst - van het gemeentebestuur inzage bekomen van de uitvoerige staat die het bedrag van zijn bijdragen rechtvaardigt.

Artikel 6

De onderhavige belasting wordt geïnd per kohier. De belastingskohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 7

De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van het Gemeentebestuur, een nalatigheidinterest op, berekend volgens de bepalingen van artikel 414 van het Wetboek 1992 van de inkomstenbelasting.

Artikel 8

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 9

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 10

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2015 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2019.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2014.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter

